

Le Droit d'Auteur

Revue mensuelle du Bureau
de l'Union internationale pour la protection
des œuvres littéraires et artistiques

76^e année - N° 6
Juin 1963

Sommaire

	Pages
— LÉGISLATIONS NATIONALES	
*— Japon. Modifications apportées à la législation sur le droit d'auteur	123
— ÉTUDES GÉNÉRALES	
*— A propos de « La reconnaissance du texte authentique par l'utilisation de caractères d'un type différent dans l'impression d'œuvres littéraires et artistiques » (D. Vaughan)	125
— L'élargissement du concept de la propriété intellectuelle (J. Goldberg)	126
— CORRESPONDANCE	
— Lettre de Hongrie (R. Palagy)	129
— CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES	
— Fédération internationale des acteurs (FIA) (Comité exécutif, Paris, 24-26 avril 1963)	143
— Convention de Rome pour la protection internationale des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radio-diffusion (texte officiel italien)	144
— JURISPRUDENCE	
— France	149
— Italie	149
— BIBLIOGRAPHIE	
— Liste des ouvrages enregistrés par la Bibliothèque des BIRPI	150
— Aktuelles Filmrecht IV (1961). Schriftenreihe der UFITA	151
— Wege zum Urheberrecht. Die geschichtliche Entwicklung des Urheberrechtsgedankens (W. Bappert)	151

* Encartage anglais

LÉGISLATIONS NATIONALES

JAPON

Modifications apportées à la législation sur le droit d'auteur ¹⁾

I

Loi

apportant des amendements partiels à la loi fondamentale
du Ministère de l'Éducation

(Loi n° 35, promulguée le 29 mars 1962)

Dispositions supplémentaires

1. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} avril 1962.

2. — La loi sur le droit d'auteur (loi n° 39, de 1899) ²⁾ sera partiellement amendée comme suit:

A l'article 36 (3), « le Conseil du droit d'auteur » (*Copyright Council*) deviendra « le Conseil chargé de l'application du régime du droit d'auteur » (*The Copyright System Council*).

3. — La loi sur les activités intermédiaires concernant le droit d'auteur (loi n° 67, de 1939) sera partiellement amendée comme suit:

A l'article 3, paragraphe 4, « le Conseil du droit d'auteur » deviendra « le Conseil chargé de l'application du régime du droit d'auteur ».

4. — La loi relative aux dispositions exceptionnelles de la loi sur le droit d'auteur, rendues nécessaires par l'entrée en vigueur de la Convention universelle sur le droit d'auteur (loi n° 86, de 1956), sera partiellement amendée comme suit:

A l'article 5, paragraphe 4, « le Conseil du droit d'auteur » deviendra « le Conseil chargé de l'application du régime du droit d'auteur ».

II

Ordonnance ministérielle

concernant les amendements partiels au règlement d'exécution
de la loi sur le droit d'auteur

(Ordonnance n° 10, du Ministère de l'Éducation,
promulguée le 31 mars 1962)

Le règlement d'exécution de la loi sur le droit d'auteur (ordonnance n° 18 du Ministère de l'Intérieur, de 1931) sera partiellement amendé comme suit:

Aux articles 16 (2) et 23, « le Conseil du droit d'auteur » deviendra « le Conseil chargé de l'application du régime du droit d'auteur ».

Disposition supplémentaire

La présente ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} avril 1962.

¹⁾ Communication officielle du Ministère de l'Éducation du Japon.

²⁾ Voir *Le Droit d'Auteur*, 1899, p. 141.

III

Ordonnance

prise en Conseil des Ministres au sujet du Conseil chargé
de l'application du régime du droit d'auteur

(Ordonnance prise en Conseil des Ministres, n° 117,
promulguée le 1^{er} avril 1962)

Fonctions

Article premier. — (1) Le Conseil chargé de l'application du régime du droit d'auteur (ci-après dénommé « le Conseil ») procédera, sur la demande du Ministre de l'Éducation, aux études et aux délibérations nécessaires en ce qui concerne les matières suivantes:

- a) les questions importantes ayant trait au régime du droit d'auteur;
- b) le montant de l'indemnité mentionnée à l'article 22 (5), paragraphe 2, ou à l'article 27, paragraphe 2, de la loi sur le droit d'auteur (loi n° 39, de 1899), et l'approbation des règles concernant les taux de redevances pour l'utilisation des œuvres mentionnées à l'article 3, paragraphe 1, de la loi sur les activités intermédiaires concernant le droit d'auteur (loi n° 67, de 1939), ainsi que l'approbation mentionnée dans la clause conditionnelle de l'article 5, paragraphe 1, de la loi concernant les dispositions exceptionnelles de la loi sur le droit d'auteur, rendues nécessaires par l'entrée en vigueur de la Convention universelle sur le droit d'auteur (loi n° 86, de 1956).

(2) Indépendamment des questions mentionnées au paragraphe précédent, le Conseil adressera des recommandations au Ministre de l'Éducation au sujet des divers points jugés nécessaires et se rapportant aux questions mentionnées sous a) dans le paragraphe précédent.

Organisation

Art. 2. — (1) Le Conseil sera composé de membres permanents dont le nombre ne dépassera pas trente.

(2) Le Conseil pourra s'adjoindre des membres temporaires, dans le cas où cette adjonction sera jugée nécessaire pour les études et les délibérations portant sur des questions spéciales.

(3) Le Conseil pourra recourir aux services de membres experts, lorsque ces services seront jugés nécessaires pour l'étude de questions techniques.

Art. 3. — Les membres permanents, les membres temporaires et les membres techniques seront nommés par le Ministre de l'Éducation parmi les personnes de savoir et d'expérience et parmi le personnel des organes administratifs intéressés.

Art. 4. — (1) La durée du mandat des membres permanents nommés parmi les personnes de savoir et d'expérience sera de deux ans et le mandat d'un membre nommé à un poste vacant aura la durée qui restait à courir pour le mandat de son prédécesseur.

(2) Les membres temporaires se retireront au moment où les études et les délibérations portant sur les questions spéciales à examiner auront pris fin.

(3) Les membres techniques se retireront au moment où l'étude des questions techniques en cause sera terminée.

(4) Les membres permanents, les membres temporaires et les membres techniques rempliront leurs fonctions à temps partiel.

Art. 5. — (1) Le président du Conseil sera élu par un vote des membres permanents.

(2) Le président présidera aux affaires du Conseil.

(3) Lorsque le président ne sera pas en mesure d'exercer ses fonctions, le membre antérieurement désigné par lui assurera l'intérim.

Division

Art. 6. — (1) Le Conseil comportera une Division des taux de redevances pour l'utilisation des œuvres (ci-après dénommée « la Division »), qui sera chargée des questions mentionnées à l'article 1^{er}, paragraphe (1), point *b*).

(2) Les membres permanents, les membres temporaires et les membres techniques qui appartiendront à la Division seront désignés par le Ministre de l'Éducation.

Art. 7. — (1) Le président de la Division sera élu par un vote des membres appartenant à la Division.

(2) Le président de la Division présidera aux affaires de celle-ci.

(3) Lorsque le président de la Division ne sera pas en mesure d'exercer ses fonctions, le membre antérieurement désigné par lui assurera l'intérim.

Art. 8. — Le Conseil pourra, conformément à son règlement intérieur, considérer une décision de la Division comme constituant une décision du Conseil.

Débats et procédure

Art. 9. — (1) Le Conseil ne pourra entamer une procédure et prendre des décisions que si la majorité des membres permanents et des membres temporaires intéressés à cette procédure particulière sont présents à la séance.

(2) Les décisions du Conseil seront prises à la majorité des voix des membres permanents et des membres temporaires intéressés qui sont présents à la séance et, en cas de partage égal des voix, la décision finale appartiendra au président.

(3) Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux procédures suivies par la Division.

Affaires diverses

Art. 10. — Les affaires diverses du Conseil seront réglées par le Bureau social de l'Éducation, du Ministère de l'Éducation.

Dispositions diverses

Art. 11. — En dehors des dispositions énoncées dans la présente ordonnance prise en Conseil des Ministres, les procédures à suivre au cours des débats et les autres questions se rapportant au fonctionnement du Conseil feront l'objet de décisions du Conseil.

Dispositions supplémentaires

1. — La présente ordonnance prise en Conseil des Ministres entrera en vigueur le jour de sa promulgation.

2. — L'ordonnance prise en Conseil des Ministres au sujet du Conseil du droit d'auteur (ordonnance prise en Conseil des Ministres, n° 178, de 1952) est abrogée par la présente ordonnance.

IV

Loi

apportant des amendements partiels à la loi sur le droit d'auteur

(Loi n° 74, promulguée le 5 avril 1962)

La loi sur le droit d'auteur (loi n° 39, de 1899) sera partiellement amendée comme suit:

L'article suivant sera inséré après l'article 51:

Art. 52. — Dans les articles 3 à 5 inclus, les mots « trente ans » seront, pour le moment, remplacés par les mots « trente-trois ans » sauf, toutefois, dans les cas où le droit d'auteur porte sur des représentations ou exécutions et sur l'art du chant, ainsi que dans le cas du droit d'auteur mentionné à l'article 22 (7).

Disposition supplémentaire

La présente loi entrera en vigueur le jour de sa promulgation. Toutefois, elle ne sera pas applicable aux œuvres pour lesquelles le droit d'auteur est venu à expiration avant la date de l'entrée en vigueur de ladite loi.

V

Loi

concernant les amendements, etc., des lois pertinentes, rendus nécessaires par l'entrée en vigueur de la loi sur les procès administratifs

(Loi n° 140, promulguée le 16 mai 1962)

Amendements partiels à la loi sur le droit d'auteur

Art. 36. — La loi sur le droit d'auteur (loi n° 39, de 1899) sera partiellement amendée comme suit:

A l'article 22 (5), dans le paragraphe 3, les mots « peut engager une action devant un tribunal civil » seront modifiés comme suit: « peut engager une action [devant un tribunal ordinaire] en vue d'une augmentation ou d'une diminution », et le paragraphe suivant sera ajouté à ce même article:

Denis VAUGHAN

L'élargissement du concept de la propriété intellectuelle

1. — Les futures générations d'étudiants de la législation sur la propriété intellectuelle ne pourront pas comprendre comment il fut possible qu'en traitant une spécialité, spéculative par excellence, exigeant une application approfondie et une initiative scientifique, telle que les droits d'auteur, les juristes et les législateurs ne firent autre chose que de copier, avec de petites modifications, les lois antérieures. Toutes les législations modernes englobent la production intellectuelle toute entière, mais détachent d'une façon erronée la protection légale des œuvres scientifiques et artistiques en faisant recours à une énumération casuistique. Le danger d'un tel procédé est double: *a)* à l'époque où la vie intellectuelle moderne subit des changements quotidiens, il n'est guère possible d'énumérer tous les cas de manifestation de l'esprit; *b)* une énumération peut être interprétée comme taxative et, dans ce cas, le doute peut surgir si elle peut contenir les œuvres de la

« science-fantaisie », ce mélange du scientifique et du littéraire, dont l'inconvénient consiste dans le fait qu'elles ne se laissent pas encadrer dans une seule de ces catégories. D'autre part, on ne peut pas prévoir quelles seront les combinaisons de l'art et des sciences que nous réserve l'ère interplanétaire. On ne devrait donc pas se baser sur une énumération, même si on y ajoute, comme c'est le cas dans presque toutes les législations, une formule générale disant que toute création littéraire, scientifique, etc. jouit de la protection légale.

2. — Ce n'est pas le genre de l'activité qui représente, lui-même, une manifestation de l'esprit; c'est le talent de l'individu qui lui en donne l'empreinte. Un artisan d'envergure peut devenir un artiste suprême; un acteur sans talent n'est qu'un ouvrier au service de l'art. Un épisode ou une phrase ingénieuse peuvent déclencher une ovation, tandis que le reste

de la pièce pourra ne mériter aucun succès chez le public. Sous un tel aspect, il n'est point nécessaire d'analyser une œuvre intellectuelle, car elle ne représente pas l'objet exclusif de la protection légale. Ce que la loi protège, c'est la manifestation de l'esprit toute entière, avec ses traits originaux, soit par son contenu, soit par sa forme.

3. — Les principales législations européennes (italienne, allemande, suisse, française et anglaise) acceptent comme objet de protection légale les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, en ajoutant une énumération plus ou moins étendue. Les noms mêmes des lois respectives peuvent mener à la conclusion — qui, du reste, ne résulte pas de leur contenu — que seulement l'œuvre intégrale constitue l'objet de la protection, mais pas ses fragments ou ses aspects en tant que manifestations de l'esprit en général. La loi allemande du 30 mai 1919, modifiée en 1931, parle dans son titre des « droits sur les œuvres littéraires et musicales »; les dispositions analogues suisses de 1922 se trouvent dans la « loi fédérale concernant le droit d'auteur sur les œuvres littéraires et artistiques », et le chapitre I de la loi italienne du 22 avril 1941 s'appelle « Œuvres protégées ».

4. — La loi analogue des Etats-Unis d'Amérique est encore plus primitive par comparaison avec la législation européenne. Elle ne contient aucune formule générale et se limite à énumérer les objets suivants de la protection légale: a) livres; b) journaux; c) sermons; d) œuvres dramatiques; e) compositions musicales, etc.

5. — Comparée avec les lois citées précédemment, la loi colombienne de 1946 apporte une vraie révolution. Son article 1^{er} stipule: « Les productions du talent et de l'esprit font l'objet d'une propriété régie par la présente loi ». Bien que l'on trouve des formules semblables dans d'autres législations, la nouveauté et l'originalité de la loi colombienne consistent dans deux faits: a) son emplacement détaché: première disposition de la loi; b) absence d'autre disposition dans le même article. Malheureusement, elle retombe ensuite dans la vieille erreur, propre aux autres législations, car son article 2 fait une énumération détaillée des œuvres scientifiques, littéraires et artistiques qui font l'objet de la protection légale.

6. — La loi argentine sur la propriété intellectuelle est affligée des mêmes défauts qui caractérisent les législations européennes. En premier lieu figurent les « œuvres scientifiques, littéraires et artistiques », suivies par l'énonciation de cas concrets et se terminant par une formule générale: « toute production scientifique, littéraire, artistique ou didactique, quel qu'ait été le procédé de reproduction » (art. 1^{er}, loi n° 11 723).

7. — L'étude des législations les plus avancées en matière de propriété intellectuelle nous conduit à une conclusion pessimiste, à savoir que pendant les 80 dernières années, c'est-à-dire depuis la loi espagnole du 10 janvier 1879, presque rien n'a été fait pour la définition de l'objet de la protection légale de cette propriété. L'article 1^{er} de cette loi vétuste stipule: « Au sens de la présente loi, la propriété intellectuelle comprend les œuvres scientifiques, littéraires ou artistiques qui

peuvent être divulguées par un procédé quelconque ». La formule précitée, bien que cela puisse paraître étrange, est plus adaptable aux exigences modernes que l'instrument international signé il y a peu de temps, la Convention universelle de 1952, dont l'article 1^{er} dit: « Chaque Etat contractant s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer une protection suffisante et efficace des droits des auteurs et de tous autres titulaires de ces droits sur les œuvres littéraires, scientifiques et artistiques, telles que les écrits, les œuvres musicales, dramatiques et cinématographiques, les peintures, gravures et sculptures ». Il est évident que la loi espagnole, tout en disant moins, sous-entend davantage.

8. — Le rapport du Rapporteur général¹⁾ éclaircit bien le problème en relevant des détails intéressants de la discussion à la Conférence de Genève portant sur l'article 1^{er} de la Convention de 1952: « Certaines délégations ont estimé qu'il conviendrait de spécifier le genre d'œuvres jouissant de la protection, mais seulement à titre d'exemple et sans que cette indication eût un caractère limitatif. Parmi les œuvres proposées pour cette énumération se trouvaient les œuvres orales, les œuvres d'architecture et de gravure, celles qui relèvent des arts nationaux, les œuvres dramatiques, les dessins techniques et les traductions. D'autres délégations considéraient dangereuse une telle énumération, à la fois parce qu'elle pouvait être interprétée comme limitative et parce que l'inclusion dans cette liste de certaines mentions rendrait difficile l'adhésion de certains pays à la Convention. La Constitution des Etats-Unis, par exemple, ne permet pas de protéger les œuvres d'architecture, tandis que dans d'autres pays les œuvres d'art appliqué sont l'objet de régimes de protection indépendants. Le délégué du Canada a suggéré de ne pas énumérer les genres d'œuvres, mais de faire brièvement mention, dans les articles de la Convention, des œuvres littéraires et artistiques de tous ordres, le mot « scientifiques » étant à son avis inutile. Le Président expliqua que ce mot était nécessaire pour couvrir indiscutablement la protection de certaines œuvres, telles que les tables des logarithmes et les travaux de physique nucléaire. Une proposition faite par la Yougoslavie, dans le sens d'une allusion aux œuvres d'art nationales et de folklore, a été repoussée. Certaines délégations étaient d'avis que l'article devrait spécifier ou garantir les droits conférés aux auteurs, les droits d'exécution ou de reproduction. L'utilité et les dangers d'une telle énumération, fût-elle limitative ou à titre d'exemple, a donc été discutée. Une proposition de la Grèce sur la mention du droit moral de l'auteur a été repoussée. Le délégué du Canada a suggéré que l'article 1^{er} fit référence à la reproduction, à la représentation ou à la communication au public par un procédé quelconque. Finalement, les délégations des Etats-Unis d'Amérique, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni ont proposé un texte commun reprenant le texte de l'avant-projet, mais mentionnant en outre les œuvres de gravure. Ce texte a été adopté. Par la suite, une proposition de l'Espagne visant à ajouter à la Convention un nouvel article définissant le droit d'auteur et mentionnant le droit exclusif de faire ou d'autoriser les adaptations, arran-

1) Voir *Bulletin du droit d'auteur*, éd. Unesco, 1952, t. V, n° 3-4, p. 87.

gements ou autres transformations d'une œuvre a été repoussée en raison de la décision prise par la Commission principale au sujet de l'article 1^{er} de ne pas énumérer les droits conférés aux auteurs par la Convention. Le Président expliqua que ces droits devraient comprendre tous ceux qui sont reconnus aux auteurs dans les pays civilisés, mais qu'une énumération serait dangereuse parce qu'elle pourrait être interprétée dans un sens limitatif.

9. — Les conclusions qu'on peut tirer de cette discussion sont les suivantes: *a)* On était conscient, à la Conférence de Genève, du danger de l'énumération, et c'est pour cette raison que furent rejetées les propositions de certains pays; cependant, on passa outre en adoptant la proposition conjointe des Etats-Unis, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni incluant les gravures; *b)* on n'aboutit pas à une déduction logique à l'égard de l'énumération, car on ne supprima pas la classification des différentes œuvres (artistiques, littéraires et scientifiques); *c)* bien que les législations nationales disposassent à la Conférence de Genève de la protection légale s'étendant non seulement sur les œuvres, mais aussi sur leurs fragments et même sur quelques mots, comme c'est le cas de leurs titres, et bien que la Convention eût été rédigée par des juristes les plus connus de l'époque, au lieu de chercher une formule générale, la Conférence s'est bornée à éliminer quelques âpretés des différents projets.

10. — Il n'est pas discuté, dans la doctrine, que la loi de propriété intellectuelle protège non seulement les œuvres comme telles, mais aussi tous ses éléments, ses accessoires et ses aspects. A l'appui d'une formule plus large proposée ici, on peut invoquer la protection accordée à des types spéciaux de création:

- a)* dessins, photographies et gravures, qui peuvent faire partie d'une œuvre cinématographique ou théâtrale ou bien être une expression d'art sans relation avec une autre œuvre;
- b)* illustration musicale ou bien musique de fond d'une pièce théâtrale ou cinématographique. Les passages musicaux et les chansons ne forment qu'une partie de l'ensemble, lequel ne constitue pas non plus une œuvre intégrale; cependant, la protection légale s'étendra sur la totalité des cas mentionnés, ce qui démontre une fois de plus que la loi protège toute manifestation de l'esprit ayant des traits d'originalité, qu'il s'agisse ou non d'une œuvre intégrale.


11. — L'immensité de l'abstrait et la liberté de l'esprit n'admettent pas de règles restrictives, ni d'énumérations casuistiques. Si l'on cherche la validité des règles et lois générales dans le domaine empirique, comment peut-on ne pas le reconnaître dans celui de l'intellectuel?

Il existe une autre raison pour laquelle l'adoption d'un nouveau critère est nécessaire: c'est la manifestation de l'esprit au lieu d'une œuvre. Dans le domaine de l'âme, on n'a point encore découvert, comme en physique, son atome; on ne connaît pas non plus le chemin parcouru par l'étincelle divine de la création spirituelle. Il nous est également impossible de préjuger quel est l'élément qui prévaut: les longues années de méditation patiente ou bien l'idée qui naît dans un moment d'extase. Dans ces conditions, il est impossible de s'attacher au concept de l'œuvre tout en rejetant celui de la manifestation de l'esprit, car, en enlevant de la valeur aux fragments par des exemptions partielles, on ouvrira le chemin à la suppression totale de la protection.

12. — Nous arrivons ainsi à l'élargissement formel du concept de la propriété intellectuelle, objet de la protection légale. Le terme « formel » doit s'entendre strictement, car la législation actuelle, quoiqu'elle ne soit pas arrivée à la formule générale défendue ici, protège non seulement l'œuvre, mais aussi toute la production intellectuelle.

Nous suggérons donc, en concordance avec la situation réelle dans laquelle se trouve la protection de la propriété intellectuelle actuellement dans la législation universelle, l'adoption au niveau international de la formule suivante: « Toute manifestation de l'esprit avec des traits d'originalité est objet de protection par la loi sur la propriété intellectuelle, sauf les inventions et les découvertes protégées par la loi des brevets et des marques déposées ». Cette formule présente beaucoup d'avantages: *a)* elle élimine le danger d'une énumération casuistique et d'une interprétation taxative; *b)* elle inclut les formes futures et imprévues de la création spirituelle; *c)* elle concentre en une seule norme les dispositions dispersées du texte légal actuel; *d)* au lieu d'« œuvre », synonyme de quelque chose d'achevé et définitivement séparé de l'auteur, la « manifestation de l'esprit », équivalent de production intellectuelle, s'étend sur le procédé de la création et constitue un lien entre l'auteur et l'œuvre; *e)* au point de vue volume, cette expression embrasse les deux cas extrêmes: le minimum (le titre) et le maximum (l'anthologie); *f)* elle hiérarchise la personne de l'auteur et le procédé de la création.

Julio GOLDBERG
Avocat à Buenos Aires



CORRESPONDANCE

Lettre de Hongrie

¹⁾ Voir *Le Droit d'Auteur*, 1961, p. 303.

Dr Robert PALAGYI

CHRONIQUE DES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Fédération internationale des acteurs (FIA) (Comité exécutif, Paris 24-26 avril 1963)

Le Comité exécutif de la Fédération internationale des acteurs, réuni à Paris au siège du Syndicat français des acteurs, 7, rue Monsigny, à Paris, sous la présidence de Fernand Gravey, du 24 au 26 avril 1963,

« devant les progrès croissants des échanges culturels et des techniques de diffusion et d'enregistrement;

tenant compte que 34 organisations déjà affiliées, sans accorder plus de considération aux frontières politiques ou idéologiques que ne le fait Telstar, afin d'obtenir et de maintenir un haut niveau artistique, social et économique pour la profession d'acteur, dans l'intérêt même de l'art et du public,

— a décidé de presser les Etats de ratifier, sans réserves, la

Convention internationale pour la protection des artistes interprètes et exécutants, signée sous l'égide de l'Organisation internationale du travail, de l'Unesco et de l'Union de Berne;

— et d'attirer l'attention de tous les Gouvernements et institutions internationales sur la nécessité de sauvegarder et de développer les cultures nationales, sur lesquelles seules peuvent s'établir des échanges internationaux artistiquement valables, et ce en garantissant aux créateurs et artistes nationaux des moyens d'expression artistique suffisants (théâtres, production cinématographique, programmes de radio et de télévision) ».

**Convention de Rome pour la protection internationale
des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes
et des organismes de radiodiffusion**

L'article 33, alinéa 2, de la Convention signée à Rome en octobre 1961 prévoit que des textes officiels seront établis en allemand, en italien et en portugais. Les versions portugaise et allemande de ladite Convention ont déjà été publiées (voir respectivement *Le Droit d'Auteur*, 1962, p. 216 et 310). Le Ministère des Affaires étrangères d'Italie vient de nous adresser la version italienne, que nous reproduisons ci-après.

**Convenzione internazionale sulla protezione degli artisti interpreti o esecutori,
dei produttori di fonogrammi e degli organismi di radiodiffusione**

Gli Stati contraenti, animati dal desiderio di proteggere i diritti degli artisti interpreti o esecutori, dei produttori di fonogrammi e degli organismi di radiodiffusione,

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo primo

La protezione prevista dalla presente Convenzione lascia intatta la protezione del diritto di autore sulle opere letterarie ed artistiche e non influisce in alcun modo su di essa. Di conseguenza, nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere interpretata come lesiva di tale protezione.

Articolo 2

1. Ai fini della presente Convenzione, si intende per trattamento nazionale il trattamento che lo Stato contraente nel territorio del quale la protezione è richiesta accorda, a norma della legislazione nazionale:

- a) agli artisti interpreti o esecutori, che siano suoi cittadini, per le esecuzioni realizzate, fissate per la prima volta o radiodiffuse nel suo territorio;
- b) ai produttori di fonogrammi, che siano suoi cittadini, per i fonogrammi per la prima volta pubblicati o fissati nel suo territorio;
- c) agli organismi di radiodiffusione aventi la loro sede sociale nel suo territorio, per le emissioni radiodiffuse da stazioni emittenti situate in tale territorio.

2. Il trattamento nazionale sarà accordato tenuto conto della protezione espressamente assicurata e delle limitazioni espressamente previste nella presente Convenzione.

Articolo 3

Ai fini della presente Convenzione, si intende per:

- a) « artisti interpreti o esecutori » gli attori, i cantanti, i musicisti, i ballerini e le altre persone che rappresentano, cantano, recitano, declamano o eseguono in qualunque altro modo opere letterarie o artistiche;
- b) « fonogramma », qualunque fissazione esclusivamente sonora dei suoni di una esecuzione o di altri suoni;
- c) « produttore di fonogrammi » la persona fisica o giuridica che, per prima, fissa i suoni di una esecuzione od altri suoni;
- d) « pubblicazione » la messa a disposizione del pubblico di esemplari di un fonogramma in quantità sufficiente;

- e) « riproduzione » la realizzazione di un esemplare o di più esemplari di una fissazione;
- f) « emissione di radiodiffusione » la diffusione di suoni o di immagini e di suoni per mezzo di onde radioelettriche, al fine della ricezione da parte del pubblico;
- g) « reemissione » l'emissione simultanea da parte di un organismo di radiodiffusione di una emissione effettuata da un altro organismo di radiodiffusione.

Articolo 4

Ciascuno Stato contraente accorderà il trattamento nazionale agli artisti interpreti o esecutori ogni qualvolta si verifichi una delle seguenti condizioni:

- a) l'esecuzione abbia luogo in un altro Stato contraente;
- b) l'esecuzione sia registrata su di un fonogramma protetto a norma del successivo articolo 5;
- c) l'esecuzione non fissata su fonogramma sia diffusa mediante una emissione protetta a norma dell'articolo 6.

Articolo 5

1. Ciascuno Stato contraente accorderà il trattamento nazionale ai produttori di fonogrammi ogni qualvolta si verifichi una delle seguenti condizioni:

- a) il produttore di fonogrammi sia cittadino di un altro Stato contraente (criterio della nazionalità);
- b) la prima fissazione del suono sia stata realizzata in un altro Stato contraente (criterio della fissazione);
- c) il fonogramma sia stato pubblicato per la prima volta in un altro Stato contraente (criterio della pubblicazione).

2. Quando la prima pubblicazione abbia avuto luogo in uno Stato non contraente ma il fonogramma sia stato egualmente pubblicato, entro trenta giorni dalla prima pubblicazione, in uno Stato contraente (pubblicazione simultanea), il predetto fonogramma sarà considerato come se fosse stato pubblicato per la prima volta nello Stato contraente.

3. Ogni Stato contraente può, con una notificazione depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, dichiarare che non applicherà sia il criterio della pubblicazione, sia il criterio della fissazione. Tale notificazione può essere depositata al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'adesione, ovvero in qualunque altro momento; in quest'ultimo caso, essa prenderà effetto sei mesi dopo il deposito.

Articolo 6

1. Ciascuno Stato contraente accorderà il trattamento nazionale agli organismi di radiodiffusione ogni qualvolta si verifichi una delle seguenti condizioni:

- a) la sede sociale dell'organismo di radiodiffusione sia situata in un altro Stato contraente;
- b) l'emissione sia stata diffusa da una stazione emittente situata nel territorio di un altro Stato contraente.

2. Ogni Stato contraente può, con una notificazione depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, dichiarare che non accorderà protezione alle emissioni se non quando la sede sociale dell'organismo di radiodiffusione sia situata in un altro Stato contraente e l'emissione sia stata diffusa da una stazione emittente situata nel territorio dello stesso Stato contraente. Questa notificazione può essere fatta al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'adesione, ovvero in qualunque altro momento; in quest'ultimo caso, essa prenderà effetto sei mesi dopo il suo deposito.

Articolo 7

1. La protezione prevista dalla presente Convenzione a favore degli artisti interpreti o esecutori dovrà consentire di porre ostacolo:

- a) alla radiodiffusione e alla comunicazione al pubblico della loro esecuzione senza il loro consenso, salvo quando l'esecuzione utilizzata per la radiodiffusione o la comunicazione al pubblico sia già essa stessa una esecuzione radiodiffusa o sia fatta con l'impiego di una fissazione;
- b) alla fissazione senza loro consenso sopra un supporto materiale della loro esecuzione non fissata;
- c) alla riproduzione senza loro consenso di una fissazione della loro esecuzione:
 - (i) quando la prima fissazione sia stata fatta essa stessa senza loro consenso;
 - (ii) quando la riproduzione sia fatta a fini diversi da quelli per i quali sia stato dato il consenso;
 - (iii) quando la prima fissazione sia stata fatta a norma delle disposizioni dell'articolo 15 e sia stata riprodotta a fini diversi da quelli previsti da tali disposizioni.

2. (1) Spetta alla legislazione nazionale dello Stato contraente nel territorio del quale la protezione è richiesta di provvedere alla protezione contro la reemissione, la fissazione a fini di radiodiffusione e la riproduzione di tale fissazione a fini di radiodiffusione, quando l'artista interprete o esecutore abbia permesso la radiodiffusione.

(2) Le modalità di utilizzazione da parte degli organismi di radiodiffusione delle fissazioni fatte ai fini delle emissioni radiodiffuse saranno regolate dalla legislazione nazionale dello Stato contraente nel territorio del quale la protezione è richiesta.

(3) Tuttavia la legislazione nazionale, nei casi previsti negli alinea (1) e (2) del presente paragrafo, non potrà avere l'effetto di privare gli artisti interpreti o esecutori della capacità di regolare, in via contrattuale, i loro rapporti con gli organismi di radiodiffusione.

Articolo 8

Ogni Stato contraente può, con la propria legislazione nazionale determinare le modalità secondo le quali gli artisti interpreti o esecutori saranno rappresentati, per quanto attiene all'esercizio dei loro diritti, quando molti di essi partecipano ad una stessa esecuzione.

Articolo 9

Ogni Stato contraente può, con la propria legislazione nazionale, estendere la protezione prevista dalla presente Convenzione ad artisti che non eseguono opere letterarie od artistiche.

Articolo 10

I produttori di fonogrammi godono del diritto di autorizzare o di vietare la riproduzione diretta o indiretta dei loro fonogrammi.

Articolo 11

Quando uno Stato contraente esige, a norma della propria legislazione nazionale, l'adempimento di formalità, a titolo di condizione per la protezione, in materia di fonogrammi, dei diritti sia dei produttori di fonogrammi, sia degli artisti interpreti o esecutori, sia degli uni e degli altri, tali esigenze saranno considerate come soddisfatte se tutti gli esemplari in commercio del fonogramma pubblicato, ovvero l'involucro che lo contiene, portino una menzione costituita dal simbolo © accompagnato dall'indicazione dell'anno della prima pubblicazione, apposta in modo tale da mostrare chiaramente che la protezione è riservata. Inoltre, se gli esemplari o il loro involucro non permettono di identificare il produttore del fonogramma o il titolare della licenza accordata dal produttore (mediante il nome, il marchio od ogni altra adeguata indicazione), la menzione dovrà comprendere egualmente il nome del titolare dei diritti del produttore del fonogramma. Infine, se gli esemplari o il loro involucro non permettono di identificare i principali interpreti o esecutori, la menzione dovrà comprendere egualmente il nome della persona che, nel paese in cui ha avuto luogo la fissazione, è titolare dei diritti dei predetti artisti.

Articolo 12

Quando un fonogramma pubblicato a fini di commercio, ovvero una riproduzione di tale fonogramma, è utilizzato direttamente per la radiodiffusione o per una qualunque comunicazione al pubblico, un compenso equo ed unico sarà versato dall'utilizzatore agli artisti interpreti o esecutori, o ai produttori di fonogrammi, ovvero ad entrambi. La legislazione nazionale può determinare, in difetto di accordo tra i diversi interessati, le condizioni di ripartizione del predetto compenso.

Articolo 13

Gli organismi di radiodiffusione godono del diritto di autorizzare o di interdire:

- a) la reemissione delle loro emissioni;
- b) la fissazione sopra un supporto materiale delle loro emissioni;
- c) la riproduzione:
 - (i) delle fissazioni, fatte senza il loro consenso, delle loro emissioni;

- (ii) delle fissazioni delle loro emissioni fatte a norma delle disposizioni dell'articolo 15 e riprodotte a fini diversi da quelli previsti nelle predette disposizioni;
- d) la comunicazione al pubblico delle loro emissioni di televisione, quando sia fatta in luoghi accessibili al pubblico mediante pagamento di un diritto di ingresso; spetta alla legislazione nazionale del paese dove la protezione di tale diritto è richiesta la determinazione delle condizioni di esercizio del diritto stesso.

Articolo 14

La durata della protezione da concedere in virtù della presente Convenzione non potrà essere inferiore ad un periodo di venti anni a decorrere:

- a) dalla fine dell'anno della fissazione, per i fonogrammi e le esecuzioni fissate su di essi;
- b) dalla fine dell'anno in cui l'esecuzione ha avuto luogo, per le esecuzioni che non sono fissate su fonogrammi;
- c) dalla fine dell'anno in cui l'emissione ha avuto luogo, per le emissioni di radiodiffusione.

Articolo 15

1. Ogni Stato contraente ha la facoltà di prevedere nella propria legislazione nazionale eccezioni alla protezione garantita dalla presente Convenzione nei casi seguenti:

- a) quando si tratti di utilizzazione privata;
- b) quando vi sia utilizzazione di corti frammenti in occasione del resoconto di un avvenimento di attualità;
- c) quando vi sia fissazione effimera da parte di un organismo di radiodiffusione fatta con i propri mezzi e per le proprie emissioni;
- d) quando vi sia utilizzazione unicamente a fini di insegnamento o di ricerca scientifica.

2. Senza pregiudizio delle disposizioni del precedente paragrafo 1, ogni Stato contraente ha la facoltà di prevedere nella propria legislazione nazionale, per quanto riguarda la protezione degli artisti interpreti o esecutori, dei produttori di fonogrammi e degli organismi di radiodiffusione, limitazioni della stessa natura di quelle previste nella predetta legislazione per quanto riguarda la protezione del diritto d'autore sulle opere letterarie ed artistiche. Tuttavia, non possono essere istituite licenze obbligatorie se non nella misura in cui esse sono compatibili con le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 16

1. Nel partecipare alla presente Convenzione, ogni Stato accetta tutte le obbligazioni ed è ammesso a tutti i vantaggi che essa prevede. Tuttavia, uno Stato potrà in qualunque momento specificare, con una notificazione depositata presso il Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite:

- a) per quanto riguarda l'articolo 12:
- (i) che non applicherà nessuna delle disposizioni di questo articolo;
- (ii) che non applicherà le disposizioni di tale articolo per quanto riguarda determinate utilizzazioni;

(iii) che non applicherà le disposizioni di tale articolo per quanto riguarda i fonogrammi di cui il produttore non è cittadino di uno Stato contraente;

(iv) che per quanto concerne i fonogrammi di cui il produttore è cittadino di un altro Stato contraente, limiterà l'estensione e la durata della protezione prevista in tale articolo a quelle relative alla protezione che quest'ultimo Stato contraente accorda ai fonogrammi fissati per la prima volta dal cittadino dello Stato autore della dichiarazione; tuttavia, quando lo Stato contraente del quale il produttore è cittadino non accorda la protezione allo stesso beneficiario o agli stessi beneficiari cui la protezione è accordata dallo Stato contraente autore della dichiarazione, questo fatto non sarà considerato come una differenza per quanto attiene all'estensione della protezione;

b) per quanto riguarda l'articolo 13, che non applicherà le disposizioni dell'alinea d) di tale articolo; se uno Stato contraente fa una simile dichiarazione, gli altri Stati contraenti non saranno tenuti ad accordare il diritto previsto nell'alinea d) dell'articolo 13 agli organismi di radiodiffusione aventi la loro sede sociale nel territorio dello Stato predetto.

2. Se la notificazione prevista nel paragrafo 1 del presente articolo è depositata in una data posteriore a quella del deposito dello strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, essa non prenderà effetto che sei mesi dopo il suo deposito.

Articolo 17

Ogni Stato la cui legislazione nazionale, in vigore alla data del 26 ottobre 1961, accorda ai produttori di fonogrammi una protezione stabilita in funzione del solo criterio della fissazione, potrà, mediante una notificazione depositata presso il Segretario generale delle Nazioni Unite contemporaneamente allo strumento di ratifica, di accettazione o di adesione, dichiarare che applicherà soltanto il criterio della fissazione ai fini dell'articolo 5, e questo stesso criterio della fissazione in luogo del criterio della nazionalità del produttore ai fini del paragrafo 1, alinea a), numeri (iii) e (iv), dell'articolo 16.

Articolo 18

Ogni Stato che abbia fatto una delle dichiarazioni previste nell'articolo 5, paragrafo 3, nell'articolo 6, paragrafo 2, nell'articolo 16, paragrafo 1, o nell'articolo 17, può mediante una nuova notificazione indirizzata al Segretario generale delle Nazioni Unite, ridurne la portata o ritirarla.

Articolo 19

Nonostante ogni altra disposizione della presente Convenzione, l'articolo 7 cesserà di essere applicabile ogni qualvolta un artista interprete o esecutore abbia dato il suo consenso all'inclusione della sua esecuzione in una fissazione di immagini o di immagini e di suoni.

Articolo 20

1. La presente Convenzione non lede i diritti acquisiti in uno qualunque degli Stati contraenti anteriormente alla data dell'entrata in vigore della Convenzione per tale Stato.

2. Nessuno Stato contraente sarà tenuto ad applicare le disposizioni della presente Convenzione alle esecuzioni o alle emissioni di radiodiffusione effettuate, ovvero ai fonogrammi registrati, anteriormente alla data di entrata in vigore della Convenzione per tale Stato.

Articolo 21

La protezione prevista nella presente Convenzione non potrà inficiare quella della quale possano altrimenti beneficiare gli artisti interpreti o esecutori, i produttori di fonogrammi e gli organismi di radiodiffusione.

Articolo 22

Gli Stati contraenti si riservano il diritto di concludere tra di loro accordi particolari, purchè tali accordi conferiscano agli artisti interpreti o esecutori, ai produttori di fonogrammi o agli organismi di radiodiffusione diritti più estesi di quelli accordati dalla presente Convenzione ovvero contengano altre disposizioni non contrarie a detta Convenzione.

Articolo 23

La presente Convenzione sarà depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Essa rimarrà aperta, fino alla data del 30 giugno 1962, alla firma degli Stati invitati alla Conferenza diplomatica sulla protezione internazionale degli artisti interpreti o esecutori, dei produttori di fonogrammi e degli organismi di radiodiffusione, che partecipano alla Convenzione universale sul diritto di autore o sono membri della Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche.

Articolo 24

1. La presente Convenzione sarà sottoposta a ratifica o accettazione degli Stati firmatari.

2. La presente Convenzione sarà aperta all'adesione degli Stati invitati alla Conferenza indicata nell'articolo 23, nonché all'adesione di qualunque Stato membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, a condizione che lo Stato aderente partecipi alla Convenzione universale sul diritto di autore ovvero sia membro dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche.

3. La ratifica, l'accettazione o l'adesione si farà mediante il deposito di apposito strumento presso il Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 25

1. La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data di deposito del sesto strumento di ratifica, di accettazione o di adesione.

2. In seguito, la Convenzione entrerà in vigore, per ogni altro Stato, tre mesi dopo la data di deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione o di adesione.

Articolo 26

1. Ciascuno degli Stati contraenti s'impegna ad adottare, in conformità delle disposizioni della propria Costituzione, le misure necessarie per assicurare l'applicazione della presente Convenzione.

2. All'atto del deposito del proprio strumento di ratifica, d'accettazione o di adesione, ciascuno Stato dovrà essere in grado, in conformità della propria legislazione nazionale, di applicare le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 27

1. Ciascuno Stato potrà, all'atto della ratifica, dell'accettazione o dell'adesione, o in qualsiasi altro ulteriore momento, dichiarare, mediante notificazione indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, che la presente Convenzione si estenderà a tutti o ad uno qualsiasi dei territori di cui esso assicura le relazioni internazionali, a condizione che la Convenzione universale sul diritto d'autore o la Convenzione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche sia applicabile a tali territori. Tale notificazione produrrà effetto tre mesi dopo la data del suo ricevimento.

2. Le dichiarazioni e le notificazioni previste all'articolo 5, paragrafo 3, all'articolo 6, paragrafo 2, all'articolo 16, paragrafo 1, all'articolo 17 o all'articolo 18, possono estendersi a tutti o ad uno qualsiasi dei territori di cui al paragrafo precedente.

Articolo 28

1. Ciascuno degli Stati contraenti avrà la facoltà di denunciare la presente Convenzione, sia in nome proprio, sia a nome di uno qualunque o di tutti i territori considerati all'articolo 27.

2. La denuncia si effettuerà mediante notificazione indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite e avrà effetto dodici mesi dopo la data di ricevimento della notificazione.

3. La facoltà di denuncia prevista nel presente articolo non potrà essere esercitata da uno Stato contraente prima della scadenza di un periodo di cinque anni a partire dalla data in cui la Convenzione è entrata in vigore nei riguardi di detto Stato.

4. Ciascuno degli Stati contraenti cesserà di partecipare alla presente Convenzione dal momento in cui esso non sarà nè parte della Convenzione universale sul diritto d'autore nè membro dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche.

5. La presente Convenzione cessa di essere applicabile a ciascuno dei territori considerati all'articolo 27 dal momento in cui nè la Convenzione universale sul diritto d'autore, nè la Convenzione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche, potranno essere ulteriormente applicate a tale territorio.

Articolo 29

1. Dopo che la presente Convenzione sarà rimasta in vigore per cinque anni, ciascuno degli Stati contraenti potrà, mediante una notificazione indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, chiedere la convocazione di una conferenza allo scopo di revisionare la Convenzione. Il Segretario notificherà tale richiesta a tutti gli Stati contraenti. Se, entro il termine di sei mesi dalla data della notificazione indirizzata dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, almeno la metà degli Stati

contraenti esprimerà il proprio assenso alla richiesta stessa, il Segretario generale ne informerà il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e il Direttore dell'Ufficio dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche, i quali convocheranno una conferenza di revisione in collaborazione con il Comitato intergovernativo previsto all'articolo 32.

2. Ogni revisione della presente Convenzione dovrà essere adottata con la maggioranza dei due terzi degli Stati presenti alla Conferenza di revisione a condizione che tale maggioranza comprenda i due terzi degli Stati che, alla data della Conferenza di revisione, fanno parte della Convenzione.

3. Nel caso in cui sia adottata una nuova Convenzione comportante revisione totale o parziale della presente Convenzione, e salvo che la nuova Convenzione disponga altrimenti:

- a) la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica, all'accettazione o all'adesione a partire dalla data di entrata in vigore della nuova Convenzione revisionata;
- b) la presente Convenzione resterà in vigore per ciò che concerne i rapporti con gli Stati contraenti che non parteciperanno alla nuova Convenzione.

Articolo 30

Qualsiasi controversia tra due o più Stati contraenti concernente l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione, che non sarà regolata per mezzo di negoziati, sarà, a richiesta di una delle Parti in causa, portata per la sua decisione davanti la Corte internazionale di Giustizia, a meno che gli Stati in causa convengano su un diverso modo per regolarla.

Articolo 31

Senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 5, paragrafo 3, dell'articolo 6, paragrafo 2, dell'articolo 16, paragrafo 1, e dell'articolo 17, non è ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

Articolo 32

1. È istituito un Comitato intergovernativo con il compito:

- a) di esaminare le questioni relative all'applicazione e al funzionamento della presente Convenzione;
- b) di raccogliere le proposte e di preparare la documentazione concernente le eventuali revisioni della Convenzione.

2. Il Comitato sarà composto da rappresentanti degli Stati contraenti, scelti tenendo conto di un'equa ripartizione geografica. Il numero dei membri del Comitato sarà di sei, se quello degli Stati contraenti è inferiore o uguale a dodici, di nove se il numero degli Stati contraenti è da tredici a diciotto, e di dodici, se il numero degli Stati contraenti supera i diciotto.

3. Il Comitato sarà costituito dodici mesi dopo l'entrata in vigore della Convenzione, in seguito ad uno scrutinio organizzato tra gli Stati contraenti — i quali disporranno ciascuno di un voto — dal Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, dal Direttore generale dell'Organizzazione delle

Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura, e dal Direttore dell'Ufficio dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche, conformemente alle norme che saranno state previamente approvate dalla maggioranza assoluta degli Stati contraenti.

4. Il Comitato eleggerà il suo presidente e il suo ufficio. Esso stabilirà un regolamento interno concernente in particolare il suo futuro funzionamento e il suo modo di rinnovamento; detto regolamento dovrà soprattutto assicurare l'avvicendamento tra i diversi Stati contraenti.

5. Il segretariato del Comitato sarà composto di funzionari dell'Ufficio internazionale del Lavoro, dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e dell'Ufficio internazionale per la protezione delle opere letterarie e artistiche designati rispettivamente dai Direttori generali e dal Direttore delle tre istituzioni interessate.

6. Le riunioni del Comitato, che sarà convocato ogni qual volta la maggioranza dei suoi membri lo riterrà utile, saranno tenute successivamente presso le sedi rispettive dell'Ufficio internazionale del Lavoro, dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e dell'Ufficio internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche.

7. Le spese dei membri del Comitato saranno a carico dei rispettivi Governi.

Articolo 33

1. La presente Convenzione è redatta in lingua francese, in inglese e in spagnolo e i tre testi fanno ugualmente fede.

2. Saranno inoltre redatti i testi ufficiali della presente Convenzione in lingua tedesca, italiana e portoghese.

Articolo 34

1. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà gli Stati invitati alla Conferenza indicata all'articolo 23 e ciascuno degli Stati Membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite nonchè il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e il Direttore dell'Ufficio dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche:

- a) del deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;
- b) della data di entrata in vigore della Convenzione;
- c) delle notificazioni, delle dichiarazioni e di ogni altra comunicazione prevista nella presente Convenzione;
- d) di ogni caso in cui si verificasse una delle situazioni previste ai paragrafi 4 e 5 dell'articolo 28.

2. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà parimenti il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, il Direttore generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura e il Direttore dell'Ufficio dell'Unione internazionale per la protezione delle opere letterarie ed artistiche delle domande che gli verranno notificate ai termini dell'articolo 29, come pure di qualsiasi altra comunicazione pervenuta dagli

BIBLIOGRAPHIE

Du 1^{er} janvier au 30 avril 1963, la Bibliothèque du Bureau international a enregistré les ouvrages suivants:

ACADÉMIE DE DROIT INTERNATIONAL. *Recueil des cours*. Paris, Hachette. - 23,5 cm. T. 7, 15, 39. Rapisardi-Mirabelli (A.): *Théorie générale des Unions internationales*. Plaisant (M.): *De la protection internationale de la propriété industrielle*.

AMERICAN BOOK PUBLISHERS COUNCIL. *Book Publishing in the U. S. S. R.* - Report of the Delegation of U. S. Book Publishers visiting the U. S. S. R. (August 20th-September 17th, 1962). New York, American Textbook Publishers Institute, 1963. - 22,5 cm., VI-112 p. \$ 2.— Curtis G. Benjamin, Kurt Enoch, Robert W. Frase, Storer B. Lunt, M. R. Robinson, W. B. Wiley.

ARE (Mario). *Oggetto del Diritto di Autore (L')* [L'objet du droit d'auteur]. Milan, A. Giuffrè, 1963. - 25 cm., 520 p. L. 1500.— Saggi di Diritto commerciale.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE SUISSE. *Schweizer Zeitschriftenverzeichnis — Répertoire des périodiques suisses — Repertorio dei Periodici svizzeri 1956-1960*. Zürich, Verlag des schweizerischen Buchhändler- und Verleger-Vereins, 1961. - 29,5 cm., XII-186 p.

— *Verzeichnis ausländischer Zeitschriften in schweizerischen Bibliotheken — Répertoire des Périodiques étrangers reçus par les Bibliothèques suisses*. Berne, Association des Bibliothécaires suisses, 1955. - 29,5 cm., XL-620 p. Supplément 1: 1957, XXVIII-106 p. Supplément 2: 1962, XXVII-110 p.

COPYRIGHT OFFICE. *Compilation of the Regulations concerning Copyright 1874-1956 (A)*. Washington, Library of Congress. - 2 microfilms.

HIESTAND (H.) et BANNWART (Arthur). *Nouveau Guide juridique suisse*. Genève, Editions générales, 1960. - 20,5 cm., 507 p. FS. 26.40. Coll. Commerce et Industrie. Préf. B. Laederer. Trad. C. Schmidt.

IOANNOU (Tassos) et LYKIARDOPOULOS (C.). *Pneumatike Idioktesia (E)* [La propriété intellectuelle¹⁾]. Athènes, s. n., 1962. - 24 cm., XVI-445 p.

KNAP (Karel). *Autorské Právo* [Droit d'auteur]. Prague, Orbis, 1960. - 20,5 cm., 303 p. K. 20.70.

LUBY (Stefan). *Autorské Právo* [Droit d'auteur]. Bratislava, Vydavateľstvo Slovenskej Akadémie Vied, 1962. - 24 cm., 402 p. K. 42.—

McCANNON (Marjorie). *Manufacturing clause of the U. S. Copyright Law (The)*. Washington, Copyright Office, 1963. - 27 cm., III+100+24 p. Coll. Benjamin W. Rudd.

MASOUYÉ (Claude). *Décolonisation, indépendance et droit d'auteur - Les nouveaux Etats et l'Union de Berne*. Paris, RIDA, 1962. - 24 cm., 63 p. Extr. RIDA, janvier 1962. Trad. anglais et espagnol.

MONNET (Pierre). *Dictionnaire pratique de propriété littéraire*²⁾. Paris, Cercle de la librairie, 1962. - 23,5 cm., 398 p. FF. 35.—

NOUVELLE ZÉLANDE. COPYRIGHT COMMITTEE. *Report of the Copyright Committee 1959 presented to the House of Representatives by Leave*. Wellington, Owen, 1959. - 24,5 cm., 181 p. D. J. DalGLISH, N. Butcher, I. A. Gordon, J. W. Miles.

PAN AMERICAN UNION. *Copyright protection in the Americas* [La protection du droit d'auteur aux Amériques]. Washington, Pan American Union, 1962. - 27,5 cm., IX-175 p. Préf. Paul A. Colborn. 3^e éd.

— *Protección del derecho de autor en America* [La protection du droit d'auteur aux Amériques]. Washington, Pan American Union, 1962. - 27 cm., IX-180 p. Préf. Paul A. Colborn. 3^e éd.

— *Copyright protection in the Americas under national legislation and inter-american treaties* [La protection du droit d'auteur aux Amériques selon la législation nationale et les traités interaméricains]. Washington, Pan American Union, 1943. - 25,5 cm., 89 p.

— *Protección de la propiedad intelectual en las Américas de acuerdo con las legislaciones vigentes y los tratados interamericanos (La)* [La protection du droit d'auteur aux Amériques selon la législation nationale et les traités interaméricains]. Washington, Pan American Union, 1943. - 27 cm., 94 p.

PLAISANT (Marcel). *Etudes sur la propriété industrielle, littéraire, artistique — Mélanges Marcel Plaisant*. Paris, Sirey, 1960. - 25 cm., XIII-304 p. NF. 28.—

QUEMNER (Thomas A.). *Dictionnaire juridique Français-Anglais — Anglais-Français (Droit, finances, commerce, douanes, assurances, administration)*. Paris, Ed. de Navarre, 1953. - 23 cm., 269+323 p. NF. 33.— le vol. Préf. Gilbert Gidel.

RIGGENBACH (Bernhard). *Uebersicht der Literatur über schweizerisches Recht — Bibliographie juridique suisse*. Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1947-1960. - 22 cm., 11 fasc. Tir. Revue de droit suisse.

RUTZ (Aloys). *Schuldwahrung der Ansprüche aus Immaterialgüterrechtsverletzungen (Die)*. Ein Beitrag zur Rechtsvereinheitlichung im Geldrecht [Garantie des revendications en cas de lésions du droit de la propriété intellectuelle. Etude concernant l'unification du droit monétaire]. Fribourg, Universitätsverlag, 1962. - 24 cm., XII-74 p. FS. 10.—

SARASIN (Beat Alexander). *Urheberrechte am Tonfilm (Die)* [Les droits d'auteur sur le film sonore]. Bâle, s. n., 1957. - 29 cm., XII-150 p. Thèse.

THIJSEN (E. H.). *Della tutela civile e penale del diritto d'autore in Olanda* [De la tutelle civile et pénale du droit d'auteur en Hollande]. Pérouge, Accademia giuridica Umbra, 1961. - 24 cm., 22 p. Centro internazionale magistrati «Luigi Severini», VIII^o Corso di Studi (1-20 settembre 1961).

TRINLER (Urs). *Umfang und Grenzen des Urheberpersönlichkeitsrechts an Werken der Literatur und Kunst* [Etendue et limites des droits personnels de l'auteur en matière de littérature et d'art]. Bâle, Faculté de droit, 1959. - 29 cm., XIV-171 p. Thèse.

TROLLER (Alois). *Immaterialgüterrecht. Patent-, Marken-, Urheber-, Muster- und Modell-, Wettbewerbsrecht* [Propriété intellectuelle. Droit concernant les brevets, les marques, le droit d'auteur, les dessins et modèles et la concurrence déloyale]. Bâle/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1959-1962. - 24 cm., 2 vol., XX-1079 p. FS. 104.—

UNESCO. *Copyright Laws and Treaties of the World*. Paris, UNESCO, 1956, avec suppléments annuels. - 24 cm.

— *Repertorio universal de Legislación y Convenios sobre Derecho de Autor (RUDA)*. Suplemento de 1961. Paris/Madrid, UNESCO/Agnilar, 1962. - 18 cm.

UNESCO et BUREAUX INTERNATIONAUX RÉUNIS POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE. *Lois et Traités sur le droit d'auteur*³⁾. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence. R. Pichon et R. Durand-Auzias, 1962. - 23,5 cm., 3 vol., 2139 p. FS. 180.— les 3 volumes.

1) Voir compte rendu dans *Le Droit d'Auteur*, 1963, p. 119.

2) Voir compte rendu dans *Le Droit d'Auteur*, 1963, p. 91.

3) Voir compte rendu dans *Le Droit d'Auteur*, 1963, p. 76.

VAKMAN (E. L.) et GRINGOL'TS (I. A.). *Autorskiiye prava khudozhnikov* [Les droits d'auteur des artistes]. Moscou, Sovetskii khudozhnik, 1962. - 20 cm., 263 p. 90 Kop.

Viftig Jaar Auteurswet [50 ans de la loi concernant les auteurs]. S. l., Het Bureau voor Muziek-Auteursrecht BUMA, s. d. - 21,5 cm., 16 p. Préf. G. Stuiveling. G. H. C. Bodenhausen: *De Historische Betekenis van de Auteurswet 1912*. J. van Nus: *Wensen M. B. T. de Herziening van de Auteurswet 1912*.

* * *

Aktuelles Filmrecht IV (1961), Schriftenreihe der *Ufita*, Heft 22. Un volume de 202 pages, 14 × 20 cm. Verlag für angewandte Wissenschaften, Baden-Baden, 1962.

Dans sa série de publications, l'*Ufita* publie ici les études présentées à la session de 1961 de l'Institut du droit cinématographique de Munich (*Institut für Filmrecht*), Institut dont nos lecteurs connaissent les travaux en vue du développement et de l'amélioration du droit cinématographique.

Il s'agit, outre le discours d'ouverture du Professeur Maunz, Ministre d'Etat havarais de l'éducation et des cultes, des études suivantes:

- Introduction générale du Dr Roher, Président de l'Institut.
- Développement du droit d'auteur international en relation avec le droit de la cinématographie et de la télévision, par le Professeur E. Ulmer.
- Film et télévision dans la Convention de Berne, par le Dr h. c. B. Mentha.
- Droit de la personnalité et droit moral de l'auteur et des autres personnes bénéficiant d'une protection en relation avec le film, par le Professeur W. Peter.

— Problèmes internationaux du droit du travail cinématographique, par le Professeur W. Herschel.

— Problèmes fiscaux de l'industrie cinématographique, par le Professeur O. Bühler.

Si nous ne pouvons, faute de place, nous étendre sur ces études, la simple énumération de leurs auteurs suffira sans doute à en montrer l'importance.

G. R. W.

* * *

Wege zum Urheberrecht - Die geschichtliche Entwicklung des Urheberrechtsgedankens, par Walter Bappert. Un volume de 326 pages, 14 × 22 cm. Editions Vittorio Klostermann, Francfort-sur-le-Main, 1962.

L'ouvrage du Dr Bappert expose l'évolution historique du droit d'auteur, de l'antiquité gréco-romaine à nos jours, par le Moyen Age, l'invention de l'imprimerie, la Renaissance, les principes de la Révolution et les tâtonnements du XIX^e siècle.

Il nous rappelle donc, d'une manière extrêmement intéressante, que le droit d'auteur actuel n'est pas une création de la raison, mais le résultat d'une longue évolution, qui laisse de nombreuses traces dans les législations modernes, qui hésitent parfois entre la protection de la forme matérielle de l'œuvre — droit de « copie » — et la protection de la pensée immatérielle de l'auteur.

C'est assez dire que l'ouvrage du Dr Bappert ne présente pas seulement un intérêt historique certain, mais une contribution directe à une meilleure compréhension des systèmes législatifs actuels en la matière et de leur évolution future.

G. R. W.